

Pouvoir d'emprunt—Loi

Nous avons été, au Canada, traités durement par les entreprises. Je me contenterai de parler de ce montant de deux milliards de dollars que les entreprises du secteur énergétique ont reçu la semaine dernière, sans engagement aucun de leur part. Nous avons vu le gouvernement accorder bien d'autres subventions en espèces et distribuer généreusement la manne dans l'espoir que d'une façon ou d'une autre les personnes démunies pourraient au bout du compte en tirer de menus profits. Cela n'a pas marché dans le passé et cela ne marchera pas plus aujourd'hui. Nous suggérons au gouvernement et je défie quiconque de s'y opposer, de conclure des ententes de production dans les secteurs-clés. Si vous êtes une société multinationale qui reçoit des avantages du gouvernement, vous ne faites pas disparaître des emplois au Canada; vous créez plutôt des emplois et gardez ces derniers.

Au Canada, les besoins en logement sont énormes et il est vraiment malheureux que nous n'ayons pas eu la possibilité de discuter de cette question avec le ministre. Un investissement énorme à l'heure actuelle dans le domaine du logement permettrait de créer un nombre considérable d'emplois et de répondre à un nombre tout aussi considérable de besoins sociaux. Il est vrai que le ministre a pris des mesures dans ce secteur, mais c'était vraiment trop peu. Je voudrais également parler de l'aide aux exportateurs. J'aurais aimé avoir le temps de parler du chaos incroyable existant dans le secteur forestier, secteur dont la santé économique du Canada dépend tellement. Cette situation est due au fait que le gouvernement est incapable de fournir une aide adéquate aux producteurs canadiens sur les marchés étrangers. Cela devrait être l'une des principales priorités du gouvernement, car les mesures prises dans ce domaine permettraient de créer des emplois. Nous produisons plus de produits que nous n'en consommons, et ils doivent être exportés. Je vous remercie, monsieur l'Orateur, de m'avoir donné la possibilité de faire ces quelques brèves suggestions.

M. Doug Frith (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas beaucoup de temps et, à titre de député élu relativement récemment, je voudrais pour commencer dire quelques mots à propos de certaines des propositions avancées par les députés de l'opposition ce soir. Nous sommes, quant à nous, tout à fait disposés à écouter les propositions constructives que font les députés, quel que soit leur parti politique. Je pense que l'ensemble des ministériels se préoccupent beaucoup du sort de ceux qui sont durement touchés, j'imagine, par la conjoncture actuelle. Je dois avouer franchement que je pensais que la contribution de l'opposition cet après-midi serait beaucoup plus constructive qu'elle ne l'a été en réalité. Je songe plus précisément aux propos tenus par le premier ministre (M. Trudeau) cet après-midi quand il a cité un passage d'un discours prononcé à Montréal par le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) dans lequel ce dernier avait affirmé à l'égard des lignes de conduite macro-économiques du gouvernement que le parti conservateur n'y changerait pas grand-chose s'il était au pouvoir.

Des voix: Bravo!

M. Frith: J'ai entendu le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) parler de trois choses. Selon lui, si le gouvernement fédéral modifiait certains aspects du PEN, cela résoudrait tous

les problèmes économiques du Canada. Je tiens à rappeler au député que le PEN ne s'applique pas aux États-Unis et que l'industrie pétrolière et gazière américaine éprouve les mêmes problèmes que l'industrie de l'ouest du Canada.

Les propos du député de Fundy-Royal (M. Corbett), qui a parlé de la publicité du gouvernement, ont aussi retenu mon attention. Je tiens à signaler au député que le ministre en cause a sans doute écouté avec intérêt certaines des mesures qu'il a proposées pour réduire les frais du gouvernement. Je tiens cependant à préciser que le budget des dépenses du gouvernement s'élève à 67 milliards de dollars cette année et que le député a parlé du programme de publicité pendant environ 35 minutes. Il a déclaré que c'est un gaspillage de dépenser de l'argent pour faire de la publicité au sujet des programmes du gouvernement fédéral. Je lui signale cependant que les Canadiens de l'Ouest se sentent isolés du reste du pays non pas parce qu'ils s'opposent aux libéraux, mais plutôt parce qu'ils s'opposent au gouvernement central. Selon moi, cela provient en bonne partie du fait que le gouvernement fédéral n'a pas été capable de faire toute la publicité voulue pour ses programmes qui touchent tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

J'admets que notre parti éprouve des difficultés à l'heure actuelle parce qu'il n'est pas représenté comme il le voudrait dans l'Ouest du Canada, mais les choses auront changé après les prochaines élections.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Frith: Mais je soutiens que si on examine certains des documents envoyés aux électeurs par des députés représentant le parti conservateur dans l'Ouest du Canada, on en vient à se demander si oui ou non ils croient en un gouvernement fédéral ou en un État fédéral.

Laissez-moi vous dire à quoi servira une partie de ces 67 millions. Par exemple, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social prévoit cette année une augmentation nette de ses dépenses budgétaires de 1.7 milliard. De ce montant, 1.264 milliard ira directement aux personnes assujetties à la loi sur la sécurité de la vieillesse. Cela est en partie attribuable à une augmentation du nombre des Canadiens de plus de 65 ans et à l'indemnité de vie chère que le gouvernement fédéral a rattachée à ces prestations. L'opposition suggère-t-elle que nous éliminions les allocations de ce genre dont profitent les personnes âgées? La somme de 397 millions sera versée sous la forme de paiements statutaires en vertu du régime d'assistance publique du Canada sur lequel nous n'avons aucun contrôle. Suggérez-vous que nous éliminions les paiements statutaires aux provinces? Nous devons verser la somme supplémentaire de 249 millions aux termes de la loi sur les allocations familiales qui prévoit aussi l'indexation des prestations. Dois-je conclure que l'opposition voudrait qu'il y ait des restrictions dans ce domaine?

Ce à quoi je veux en venir, monsieur l'Orateur, c'est qu'il aurait pu y avoir beaucoup plus de critiques constructives à l'endroit du gouvernement. Je pense que nous serions assez intelligents pour écouter les députés de l'opposition si au moins ils se donnaient la peine de formuler des critiques constructives.